

José Miguel GAMBRA : “La société traditionnelle et ses ennemis”

C’est une des voix de la communauté traditionnelle carliste que nous avons rencontré pour avoir son avis sur l’actualité du combat traditionaliste des deux cotés des Pyrénées. Fils de Rafael Gamba et de Carmela Gutiérrez, tous deux professeurs et écrivains catholiques, José Miguel Gamba Gutiérrez (né à Pampelune en 1950) hérita de ses parents la doctrine carliste et la vocation enseignante. Il commença sa carrière en tant que professeur de lycée, avant d’accéder à la chaire de logique de l’université Complutense de Madrid. Les éditions du Drapeau Blanc viennent de traduire son essai, *La société Traditionnelle et ses ennemis*. Une œuvre mémorable sur ce que doit être un ordre social et politique chrétien, dans une veine thomiste, et quant à la critique du libéralisme et du totalitarisme.

RIVAROL : Comment définir une société traditionnelle ? Quels sont ses piliers ?

José Miguel GAMBRA : Alors que l’Église considère la Tradition comme l’une des deux sources de la Révélation avec l’Écriture Sainte, la modernité, obnubilée par son désir de progrès, a identifié toute tradition à ce qui était définitivement fixé dans le passé. Elle n’a pas tenu compte que l’homme, incapable de créer quoi que ce soit, ne surpasse l’ancien que s’il se fonde sur l’ancien : « *La tradition est le progrès héréditaire* », disait Vázquez de Mella. Sans la géométrie d’Euclide, il n’y aurait pas de tour Eiffel et il n’y aurait pas de France sans la Gaule, que César trouva divisée en trois parties. En général, on pourrait appeler société traditionnelle celle qui, contre les transformations violentes de ses principes et coutumes, les a récupérés, tout en conservant les avantages fournis par de nouvelles situations. De mille manières, les peuples ont essayé de retrouver leurs traditions après des convulsions radicales. Mais, en parlant de la société traditionnelle au singulier, mon livre ne fait référence qu’à la seule tradition fondée sur la seule nouveauté originelle de l’Évangile qui, enseignée par l’Église catholique, ne part d’aucune tradition antérieure et doit être suivie par tout homme.

Cette tradition sous laquelle la chrétienté s’est formée sans préjudice des différentes traditions nationales a réussi à perdurer en Espagne face à l’Europe jusqu’à nos jours.

R. : Le carlisme est mal connu en France. Pouvez-vous revenir sur son histoire et sa pensée ?

J.-M. G. : En majorité, les Espagnols du XVIII^e siècle virent avec désarroi comment une partie de la noblesse et des classes intellectuelles se laissaient emporter par les vents éclairés venus d’au-delà des Pyrénées. Lorsqu’elles voulurent transformer les coutumes espagnoles ancestrales, elles soulevèrent contre elles des émeutes et des révoltes populaires. Le hiatus entre le peuple et ces dirigeants n’a pas, à l’époque, produit des affrontements aussi profonds qu’en France.

Avec presque deux cents ans d’existence, le carlisme est l’un des mouvements politiques qui a perduré le plus longtemps en Europe. Son origine se trouve dans les guerres contre-révolutionnaires depuis la Guerre contre la Convention de 1793,

motivée par l’assassinat de Louis XVI ; de la Guerre d’Indépendance contre l’invasion napoléonienne et dans la « Guerre Réaliste » de 1820, contre le soulèvement constitutionnaliste de Riego. Dans tous ces cas, la grande majorité du peuple espagnol a tenté de freiner la tendance éclairée des élites formées en Espagne tout au long du XVIII^e siècle. Cette lutte contre la révolution ne reçut le nom de carlisme que lorsque Ferdinand VII, contre les lois de succession espagnoles, déclara héritière sa fille (appelée plus tard Isabelle II) au lieu de son frère Charles qui était résolument antilibéral. Ce dernier, légitimement désigné comme Charles V, était celui qui, selon les lois de succession, devait recevoir la Couronne en l’absence de descendance masculine du Roi. D’où la Première Guerre Carliste (1833–1840) qui fut suivie d’autres, une en 1870 contre la Première République jusqu’à la guerre de 1936 contre la dérive communiste de la Seconde République. Malgré le totalitarisme des débuts du régime franquiste et son déplacement ultérieur vers la démocratie libérale, le carlisme a pu résister à ces régimes défavorables, sous le nom de Communión Traditionalista, jusqu’à nos jours. Les piliers sur lesquels repose le carlisme peuvent être schématiquement réduits à deux éléments : d’abord, la Foi Catholique, toujours défendue par la Monarchie légitime avec le soutien indéfectible du peuple espagnol ; et ensuite, l’esprit fédératif des différents royaumes unis sous la même Couronne, qui respectait leur relative autonomie.

R. : En quoi le carlisme est-il toujours d’actualité ? Quel était le sens de votre engagement au sein de ce mouvement ?

J.-M. G. : Avec ses presque deux cents ans d’existence, le carlisme a connu des périodes de succès prometteurs et des heures très difficiles, surtout après les guerres auxquelles il a participé. Peut-être la plus triste de toutes a été celle qui a suivi la victoire de 1936 à laquelle il a participé de manière décisive. L’unification décrétée par Franco avec le parti fasciste de la Phalange et, ensuite, la réforme du Vatican II, ont été beaucoup plus destructrices que les persécutions après les guerres carlistes.

Cependant, le carlisme continue d’être un pôle d’attraction pour de nombreux jeunes qui, effrayés par le despotisme espagnol et européen, ne trouvent d’autre issue que le retour aux principes de la tradition catholique, présents uniquement dans le véritable carlisme. En ce qui me concerne, je n’ai jamais eu à devenir carliste, car ma famille l’était depuis plusieurs générations. Descendant de professeurs traditionalistes et professeur d’université moi-même, j’ai toujours essayé de collaborer avec la Communión, sans jamais ressentir le besoin de m’en éloigner pour chercher, par des voies plus prometteuses, un succès contraire à ses principes.

R. : Vous avez été l’une des voix de l’opposition intellectuelle au concile Vatican II en Espagne. Que représente l’œuvre de Monseigneur Lefebvre dans votre vie ? Comment expliquer la relative faiblesse de son courant en Espagne ?

J.-M. G. : À la Fraternité Sacerdotale Saint-Pie X, fondée par Mgr Lefebvre, on doit la persistance, difficile mais efficace, de la Messe Traditionnelle, ainsi que la meilleure part de l’opposition à la pénétration du modernisme parmi les ecclésiastiques. Cependant, en Espagne, elle n’a pas reçu un soutien similaire à celui d’autres pays.

L’histoire du catholicisme en Espagne et en France a été très différente. Jamais les hérésies ne furent tolérées en Espagne, tandis que la France dut supporter le protestantisme. À son tour, le gallicanisme a donné lieu à d’importants affrontements entre la royauté et le Saint-Siège, chose sans précédent en Espagne. À l’inverse d’une certaine méfiance et de la critique envers les ecclésiastiques qui s’est manifestée dans d’autres pays durant l’époque moderne, l’attitude du catholicisme espagnol était une obéissance

absolue au Pape, sous la protection des rois espagnols et de l’Inquisition.

Par exemple, le roi légitime Jacques II déclarait en 1919 : « *Fils soumis de l’Église [...], je réitère mon obéissance filiale au Pontife romain et je désire, par-dessus toute autre aspiration, le règne de Jésus-Christ sur les rois et sur les peuples* ».

Portés par ce même esprit, de nombreux évêques espagnols, Carrero Blanco, président du Gouvernement du Général Franco, ainsi que la Communión Traditionalista ont publié plusieurs protestations contre la déclaration de liberté religieuse du Concile Vatican II. Combat inutile : le Concile Vatican II a approuvé cette déclaration le 8 décembre 1965. Le lendemain, les évêques espagnols au Concile, encore présents à Rome, tentèrent d’apaiser le mécontentement du catholicisme espagnol, affirmant que le Décret ne s’opposait pas à la confessionnalité de l’État, à condition que, « *en même temps, soit reconnu aux citoyens le droit à la liberté religieuse* ». Le document « *Dignitatis humanae* » a été à l’origine, dans le régime franquiste en déclin, de la loi de liberté religieuse de 1967, contraire à toute l’histoire de l’Espagne. Pour sa part, la Conférence épiscopale a soumis par obéissance le clergé opposé à la réforme liturgique. Plus tard, à la mort de Franco, il a favorisé résolument la transition vers le régime constitutionnel désastreux dont souffre encore l’Espagne.

Sous des autorités politiques et ecclésiastiques qui se présentaient comme la continuation de ce qui précède, il est facile d’expliquer l’attitude de la grande majorité des Espagnols à l’égard de Monseigneur Lefebvre. En 1978, il fit l’un de ses premiers voyages en Espagne, organisé pour présenter son livre *J’Accuse le Concile*. Une foule de plusieurs milliers de personnes est venue l’écouter. Deux ans plus tard, il est revenu pour présenter un autre livre sur sa vie et son œuvre. Il a suffi que la presse diffuse la fausse nouvelle de son éventuelle excommunication, lors d’une réunion de cardinaux, pour que seules trois cents personnes assistent à l’événement. Aujourd’hui, au contraire, il semble que de nombreux clercs et laïcs abandonnent cette attitude d’obéissance absolue.

R. : Quelle devrait être la place de l’Église catholique dans une société traditionnelle ?

J.-M. G. : Les relations qui doivent exister entre le gouvernement de la communauté politique et les hiérarchies ecclésiastiques font partie des enseignements permanents de l’Église. Ces deux puissances, dont l’autorité repose sur les mêmes hommes, doivent être distinguées mais non séparées, de sorte qu’elles s’harmonisent et se complètent, sans se confondre. Leurs fonctions diffèrent par la diversité des moyens dont elles disposent : le roi ne peut pas trancher des questions théologiques ni celles qui concernent l’ordre interne de l’Église. Les ecclésiastiques n’ont pas de pouvoir direct sur les questions politiques ou économiques, mais l’Église doit enseigner ce qui est moralement obligatoire dans ces domaines et, avec la prudence appropriée, peut exercer un pouvoir indirect sur eux.

R. : Quel regard portez-vous sur les poussées séparatistes en Espagne ?

J.-M. G. : Le carlisme défend l’unité de l’Espagne qui s’est formée naturellement en réunissant différents royaumes et régions, sans nuire à leurs particularités. Comme dans toutes les choses de ce monde, toujours dépourvues de la simplicité divine, l’Espagne, après la Reconquista, s’est formée comme une multitude unifiée des différentes parties préexistantes. Les rois de la maison d’Autriche, en général, respectaient les lois propres à chaque royaume, à l’exception de la politique insensée du Comte-Duc d’Olivares pendant le règne de Philippe IV.

La dynastie Bourbonne, plus encline à l’absolutisme que celle des Habsbourg, a supprimé avec les Décrets de Nueva Planta les privilèges des Catalans. Avec le Pays Basque, les deux régions furent des piliers importants de la cause traditionnelle dans



les guerres carlistes pour cela. Après leur défaite, le système libéral de Cánovas a de nouveau supprimé les fueros (libertés locales des communautés traditionnelles ibériques) au XIX^e siècle, avec la protestation des carlistes qui voulaient le maintien de ces spécificités locales historiques. Ces attaques ont favorisé le développement, en Catalogne et au Pays basque, d’idéologies séparatistes fondées sur le capitalisme et le racisme, complètement opposées au carlisme. Une fois détruit, à l’instigation des ecclésiastiques, le principe d’unité, qui se trouvait dans la foi catholique commune, l’Espagne est aujourd’hui un cadavre en attente de sa propre décomposition. Bien sûr par le pouvoir acquis par un socialisme prédateur, mais surtout parce qu’à l’intérieur de la même nation, se sont constituées d’autres nations prêtes à la sécession à tout moment. Face à cela, il ne reste qu’à espérer le retour à la sagesse traditionaliste ou la désagrégation, souvent accompagnée de violences redoutables.

R. : Que vous inspire le parti Vox qui est le pendant espagnol du RN ?

J.-M. G. : Beaucoup croient y voir un parti animé d’une bonne volonté qui ne laisse pas transparaître ses convictions profondes afin d’obtenir un succès rapide et efficace. Un tel jugement d’intentions est sans fondement, à la lumière de ses déclarations.

Les programmes des partis en démocratie sont des promesses pour obtenir des voix, qu’aucun parti ne pense tenir. Il vaut mieux consulter les principes énoncés dans le Manifeste fondateur de Vox. Là, il est déclaré que ses « *piliers inébranlables* » sont « *l’unité indissoluble de la Nation et l’attribution de la souveraineté nationale au peuple espagnol* ». Cela implique évidemment l’oubli que les lois doivent s’ajuster à la loi naturelle et à la volonté de Dieu, enseignée par l’Église.

Par exemple, malgré sa déclaration en faveur de la famille et de la vie, Vox n’ose pas inclure dans ses mesures l’illégalisation de l’avortement pour arrêter le sacrifice des innocents, honteusement dépenalisé dans notre pays. En ce qui concerne le mode de gouvernement, Vox défend la démocratie libérale des partis et le constitutionnalisme, auquel il ajoute un étatisme radical qui laisse au gouvernement la totalité du pouvoir. Ce qui ne l’empêche pas de soutenir l’idée naïve de la séparation des pouvoirs pour éviter le despotisme dans lequel la démocratie a tendance à finir. Contre cela, le carlisme défend que le seul moyen réel de limiter le pouvoir se trouve dans les contre-pouvoirs effectifs des communautés intermédiaires.

Vox n’atteindra sûrement pas le pouvoir, tout comme le RN français ne l’a pas fait, mais il aura grandement nui à la réaction dont notre Patrie a véritablement besoin.

Entretien et traduction réalisés par Monika BERCHVOK.

José Miguel Gamba, *La Société traditionnelle et ses ennemis*, Éditions Drapeau Blanc, 260 pages. 17 euros
Manuel Polo y Peyrolón, *Credo et programme du parti carliste*, Éditions Drapeau Blanc, 66 pages. 10 euros. Une introduction au Carlisme. Commande sur <https://le-drapeau-blanc.com/>

AGENDA

☞ **21 juin à Vichy.** Journée Salan. 10h15 : messe tridentine en la Chapelle du Sacré-Cœur, 17 rue des Pyrénées à Vichy. 11h30 : rassemblement devant le Cimetière de Vichy, 17 rue des Bartins. 13h15 : déjeuner à l’Hôtel Aletti Palace, place Joseph Aletti à Vichy. Informations : Louis de Condé. Tél. : 06-95-58-25-30.
☞ **23 juin à Paris 8^e** (19h, émission en direct). Dans l’émission “Quartier libre” dirigée par Henry de Lesquen sur Radio Athéna (chaîne YouTube), Jérôme Bourbon, directeur de RIVAROL, est reçu pour s’entretenir du sujet suivant : « Les menées de la gauche contre RIVAROL, journal de la résistance française, en danger de mort ».